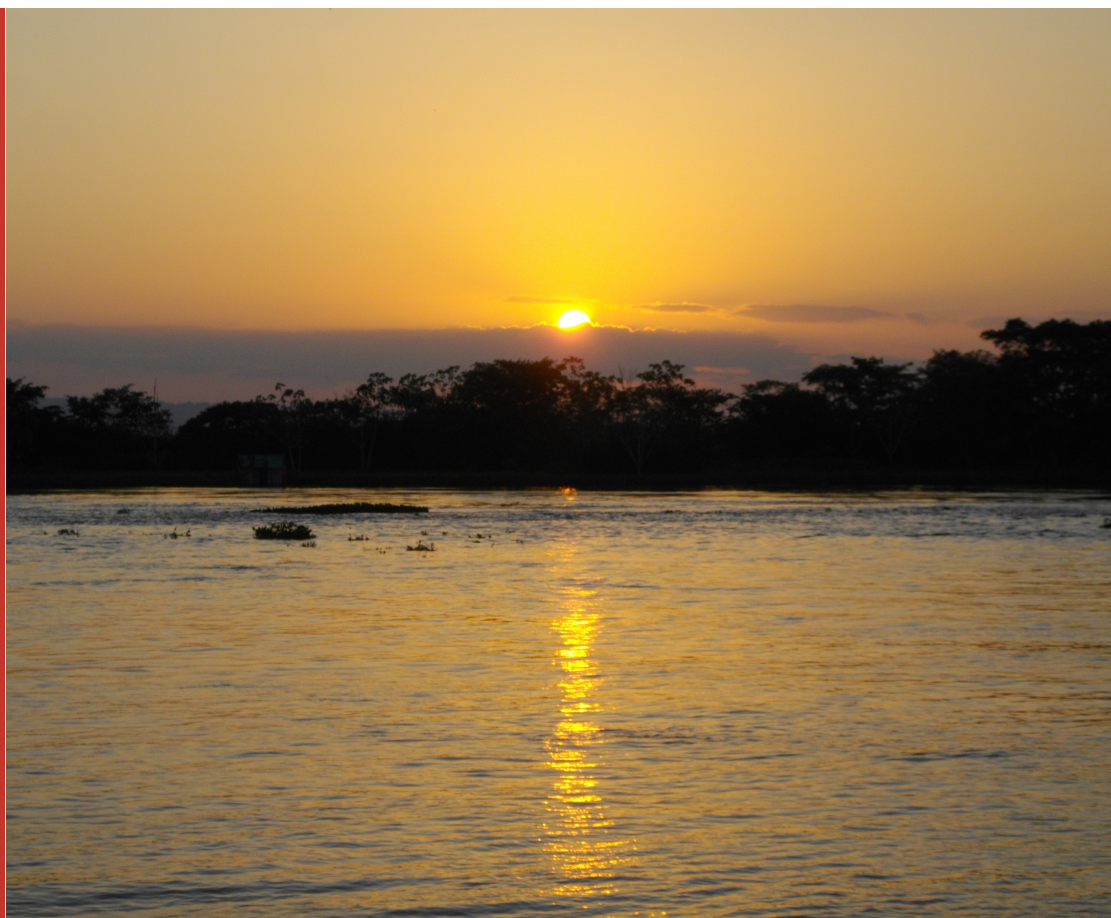


LE CHOCÓ: L'AUTRE COLOMBIE

Numéro 2 - Avril 2009

Bulletin
d'informations
aux donateurs et
sympathisants du
Comité de
soutien aux
populations du
Bas Atrato.



Éditorial

Par Olivier LAGARDE

Nous inaugurons dans ce second numéro la rubrique portrait, qui nous amènera à connaître d'un peu plus près les acteurs ou les habitants du Chocó, en leur donnant la parole. C'est tout naturellement que j'ai choisi de commencer cette série par Chango, le représentant légal d'ASCOBA.

Plus qu'à l'information, aux faits, ce bulletin se veut aussi le reflet de ressentis, c'est pourquoi, d'une manière plus personnelle, je fais la part belle aux « opinions » dans cet article, basées sur les expériences du quotidien.

Le but étant d'élargir un peu les angles de vision, et que chacun puisse y trouver ce qui lui convient et se faire son idée.

Bonne lecture.

José Angel Palomeque, à droite, est le représentant légal d'ASCOBA depuis la création de l'organisation en 2003.



Entretien avec José Angel Palomeque, dit «Chango».

José Angel Palomeque, dit « Chango », est le représentant légal d'ASCOBA depuis la création de l'organisation en 2003. Après 2 mandats de 3 ans, il passera la main en fin d'année lors de l'Assemblée Générale des conseils communautaires du Bas Atrato. L'occasion pour nous de connaître un peu mieux un acteur communautaire important de la région.

Bonjour Chango. Tout d'abord, peux tu nous présenter ton parcours jusqu'à ta nomination à la tête d'ASCOBA en 2003 ?

Je suis né à Boca de Curvarado, près d'ici, et après mes études primaires à Carmen Del Darien, je suis parti à Quibdó afin de passer le «Bachillerato¹». De retour dans la région, j'ai suivi une formation en Administration des Entreprises ici à Riosucio. Puis, je me suis installé dans une «finca²» à Rio Ciego, dans le Salaquí (NDLR : dans le Bas Atrato également). Là bas, je me suis beaucoup investi dans l'organisation communautaire notamment à travers les jeunes, c'était dans les années 80. A l'époque existait OCABA, l'Organisation des paysans du Bas

Atrato, où j'ai travaillé à partir de 1982. J'ai poursuivi mon travail communautaire en intégrant le bureau des Communautés Noires à la Mairie de Riosucio en 1994, où je m'occupais de l'accompagnement et de la formation. Après le déplacement massif et l'expérience des communautés de paix, ASCOBA est née d'une volonté commune et d'un processus devenu de plus en plus nécessaire, celui de l'organisation communautaire. Finalement, et comme j'étais quelqu'un de présent depuis longtemps dans ce domaine, j'ai été élu en 2003 en tant que représentant légal, puis réélu en 2006.

Depuis 2003, comment juges-tu l'évolution d'ASCOBA ?

ASCOBA regroupe aujourd'hui 80 communautés. L'organisation a rendu possible qu'un discours sur l'importance du processus organisationnel fasse jour dans les communautés. Ces dernières devaient prendre ou reprendre confiance, et surtout vis-à-vis de nous.

Les communautés sont accompagnées mensuellement sur des sujets tels que la formation et le fonctionnement des conseils communautaires ou les règlements internes, et ce afin d'obtenir une coexistence pacifique. ASCOBA accompagne aussi les pratiques de production traditionnelles, et a pour cela développé un système de prêt, le « Fondo Rotatorio » pour mettre à disposition des petites sommes aux paysans qui le souhaitent, et qu'ils remboursent par la suite.

Il y avait déjà eu des expériences d'organisation communautaire comme OCABA par exemple, mais je pense qu'ASCOBA en tant que tel, aujourd'hui, est encore en quelque sorte un peu nouveau pour les gens, il faut gagner la confiance. Aujourd'hui, ASCOBA représente 15 000 personnes du Bas Atrato.

politique, économique de nos frères de France. Cela permet de donner de la confiance aux gens, d'ASCOBA mais aussi des communautés. Cela donne de la confiance pour développer la vision que l'on a de notre développement, ce qui permet aux communautés de préserver leurs coutumes, leurs croyances. La Loi 70 permet que chaque communauté rétablisse son mode de vie sur son territoire. Les gens doivent être consultés sur les décisions qui les concernent, à travers la « consulta previa ³ ». ASCOBA doit également continuer dans le travail de dénonciation des violations aux droits humains, et pour cela aussi un tel soutien est important.

Entrevue réalisée le Mercredi 22 Avril 2009 à Riosucio.

Et quel est son rôle aujourd'hui face aux problématiques rencontrées?

Il s'agit de continuer l'accompagnement des communautés. Il faut sauver les territoires collectifs mis en danger par l'usurpation, les propriétaires de mauvaise foi. Nous suivons cela, et nous aidons les paysans dans le processus de restitution des terres.

Tu vas quitter ta charge de représentant légal en fin d'année, quels sont tes « défis » d'ici là ?

Travailler du mieux possible pour que la future assemblée soit reflétée dans les communautés, qu'elle continue son travail. Je souhaite aussi qu'elle ait des principes clairs pour permettre l'autonomie et l'ethnodéveloppement. Il est important d'avoir des principes clairs. On a tous la même conscience du travail à faire, il faut continuer. Je veux que la nouvelle assemblée continue d'être appuyée pour défendre la vie sur notre territoire.

Quel message souhaiterais-tu faire passer aux personnes en France et aux sympathisants du Comité à travers ce bulletin ?

Que le conflit n'a pas cessé, on sent la crainte chez les gens. Il est important de sentir le soutien moral,

L'organisation communautaire : ASCOBA en commission

Depuis sa création en 2003, ASCOBA a pour objectif d'accompagner les communautés basées le long du Bas Atrato et de ses influents. Ce travail de soutien actif passe par la connaissance des gens et de leurs problématiques. Etant donné le contexte géographique de la zone, c'est un défi permanent d'assurer cette tâche essentielle, sachant que les déplacements en bateau sont toujours longs.

C'est pourquoi ASCOBA organise chaque mois une sortie en commission, où quelques membres de l'organisation partent de Riosucio pendant quelques jours pour visiter une cuenca. Au mois d'Avril, je suis parti avec l'une de ces commissions, ce qui m'a permis de voir ce qu'était le travail de terrain et de connaître un peu mieux les conditions de vie.

Nous nous sommes donc rendus dans le Río Salquí, zone quelque peu isolée dans la forêt, et difficile d'accès, d'autant plus quand le cours d'eau est sec comme c'était le cas. Là, dans chacun des villages visités, ASCOBA réunit les habitants afin de

leur expliquer le rôle de l'organisation, rappelant que le processus communautaire représente un enjeu primordial.

En effet, dans cette zone comme dans bien d'autres, il n'y a ni éducation ni système de santé. Finalement les villages se ressemblent. Car nombreux sont ceux qui possèdent une construction en dur pour l'école ou le centre de santé, mais quasi aucun n'a de maîtres ou de personnel soignant pour la faire vivre. Et ces doléances là sont les plus récurrentes. Il y a bien parfois des maîtres qui sont affectés de l'extérieur, mais ils ne restent pas longtemps, ayant du mal à supporter les rudes conditions de vie. Et on ne peut leur jeter la pierre lorsque l'on sait qu'il faut s'adapter aux moustiques, à la chaleur, aux logements précaires, à l'absence d'eau et d'électricité, ou encore à l'isolement.

De plus, les villageois doivent prendre en compte la présence d'acteurs extérieurs tels que les entreprises d'extraction de bois ou de platano, ainsi que les acteurs armés illégaux, plus ou moins menaçant lorsqu'il



s'agit de préserver les intérêts territoriaux et contrôler tel ou tel négoce.

D'où la nécessité de l'organisation communautaire. La Loi 70, qui est la loi qui donne aux communautés noires et métisses le droit de vivre sur un territoire donné à titre collectif et qui régit leur autonomie, est une clef du développement pour le Chocó en général. Chaque village doit s'organiser autour d'une Assemblée générale et d'un règlement intérieur propre pour pouvoir conformer un « Conseil communautaire ». ASCOBA est l'association qui regroupe les Conseils communautaires du Bas Atrato (soit 58 actuellement).

Face aux violations et/ou aux spoliations dont sont victimes les populations noires et métisses de cette zone, il est difficile de lutter seul. C'est pourquoi le fait de regrouper les forces vives autour d'un seul interlocuteur comme ASCOBA est important, tout en laissant à chaque Conseil communautaire le libre exercice de son autonomie et de son développement. Organisation est le maître

mot. Mais il est vrai que dans un tel contexte, le manque d'accompagnement peut être fatal. Le simple fait de « visiter » les communautés à travers les commissions donne du courage aux gens et vitalise le processus, c'est ce dont j'ai pu me rendre compte lors de ce dernier séjour.

Le Choco, terre de peuples.

Le Choco compte environ 440.000 habitants selon un dernier recensement effectué en 2005. La population est surtout afrodescendante, à 90%, mais aussi Indigène à environ 5%, le reste étant constitué de métis. Il est cependant difficile de l'évaluer de manière exacte étant donné la géographie complexe de la région

cohabitation pacifique entre les deux ethnies n'est pas toujours rose. Tous ont subi des persécutions depuis des siècles, que ce soit à travers l'acharnement contre les Indigènes pour le contrôle de terres, depuis près de 5 siècles ici en Amérique, ou que ce soit par la traite avec les Noirs, installés dans le Choco depuis l'époque de l'esclavage.

Ce passé « commun » n'empêche pas les différends. Dans

“Tous ont subi des persécutions depuis des siècles, que ce soit à travers l'acharnement contre les Indigènes pour le contrôle de terres, depuis près de 5 siècles ici en Amérique, ou que ce soit par la traite avec les Noirs, installés dans le Choco depuis l'époque de l'esclavage.”



ou les déplacements forcés récurrents depuis presque 15 ans.

Malgré la proportion relativement faible des indigènes, ceux-ci restent très visibles dans la résistance aux violations dont sont victimes les habitants du Choco, souffrant eux-mêmes beaucoup de déplacements notamment. Sans généraliser, les Indigènes vivent plus reclus à l'intérieur de la forêt, et sont également la proie des acteurs armés illégaux ou des entreprises, en quête de corridors pour le trafic ou de richesses naturelles à exploiter.

Afros ou Indigènes, même combat, effectivement, au sein d'une région meurtrie où les injustices font fi des couleurs ou des ethnies, ne frappant que là où sont les intérêts. Mais les enjeux sont encore plus importants. La

la vie quotidienne, on ne note pas de frictions entre les deux ethnies. J'ai d'ailleurs été assez agréablement surpris au début en voyant Indigènes et Afros chabiter dans une même ville, expulsés qu'ils étaient de leurs terres d'origine et reconstruisant tant bien que mal dans les municipalités plus grandes de la zone.

Toutefois, j'ai l'impression qu'il y a de la méfiance entre les deux groupes... de ce que je vois ou entends pour le moins. J'ai déjà été témoin par exemple de commentaires jaloux sur le fait que telle ou telle communauté, selon qu'elle soit Indigène ou Afro, recevait plus d'aide humanitaire que l'autre. Parler de racisme serait à mon sens trop fort. Tout d'abord parce qu'il ne faut pas généraliser. Ensuite parce que, au Choco plus

qu'ailleurs, il faut prendre en compte le contexte et l'histoire. Le conflit que vit la région depuis de nombreuses années et son passé plus lointain difficile poussent à la modération. Les sentiments, ou ressentiments, en temps de guerre sont plus vifs. Méfiance, jalousie, suspicion s'élèvent là où en temps de paix ils se fondent dans la masse.

Les organisations ethno territoriales, telle ASCOBA pour les populations afros du Bas Atrato, reflètent dans leur majorité un seul et unique groupe. Mais le Choco, on le sait, nécessite une seule voix. C'est pourquoi le Forum Interethnique Solidarité Choco (FISCH) est comme son nom l'indique le regroupement de tous les acteurs communautaires de la région, Afros, Indigènes ou métis. L'idée de cette organisation, soutenue également par l'équipe CINEP-Choco, est de proposer un plan intégral de développement et de réparation, en prenant en compte tous les habitants. L'objectif est de fédérer toutes les organisations ethno territoriales du Département afin d'en finir avec la violence et les injustices.

Par ce genre de pari, certes ambitieux, passe le salut de la cohabitation entre tous les chocoanos. On en est loin, mais il serait dommage que le conflit entraîne aussi des divergences profondes entre Afros et Indigènes, là où en temps de paix elles n'ont pas lieu d'être.

T'étais au Choco...T'as des photos ???

Au début je m'en amusais, puis je me suis vite aperçu que cela devenait récurrent et cela m'a fait réfléchir sur la chose. Ce dont je parle, ce sont les commentaires des gens extérieurs au Chocó, de Bogota ou d'ailleurs, à chaque fois que je reviens d'un déplacement, c'est-à-dire tous les mois. Je ne parle pas de commentaires forcément négatifs, qui seraient dus au fait que le Chocó est peuplé à 95% de Noirs ou d'Indigènes, et qui pourraient virer au racisme. Non, ce dont je parle c'est d'une méconnaissance profonde et quasi généralisée de la situation vécue là bas. Parfois, je me demande un peu où je suis, moi l'étranger, quand je me vois expliquer la vie quotidienne du Chocó à des amis bogotanos ou encore à la famille de la petite amie !! Photos à l'appui parce qu'on me les demande...

Bien peu de colombiens connaissent le Chocó. Quand je leur demande pourquoi, ils me répondent qu'ils n'y vont pas à cause du conflit, qu'ils ont peur, ce que l'on peut aisément comprendre. Il faut savoir également que le Chocó, mise à part la région du littoral pacifique, n'offre pas de perspectives touristiques, ce qui là aussi est compréhensible étant donnée la situation. Bref, les raisons pour lesquelles nul ne se rend physiquement dans cette région n'ont rien de choquantes.

Ce qui est frappant c'est ce sentiment que le Chocó, en Colombie, n'apparaît que sur les cartes. Je ne jette aucunement la faute sur les gens, ceux qui ne connaissent pas, bien au contraire il est très intéressant d'en discuter. Cela m'a permis d'en tirer la conclusion que c'est là aussi un des maux de cette région, déjà historiquement isolée et qui souffre encore d'anonymat ou de jugements hâtés. C'est une autre forme de ségrégation, invisible celle là, bien

instrumentalisée. Cela est vrai pour le Chocó mais aussi pour toutes les régions isolées du territoire, qui ont vu le conflit s'amplifier alors que dans le même temps se « pacifient » les aires urbaines...

Et il me semble important de travailler également sur cet aspect là, de diffuser au grand public colombien ce qu'est la vie au Chocó, en bien ou en mal. Car actuellement, et c'est logique dans un premier temps, le « combat » pour la dignité et la vie sur les territoires collectifs se mène contre les entreprises qui violent les droits les plus élémentaires ou l'Etat. Mais il serait intéressant de voir à quel point l'interlocution pourrait se faire aussi avec les autres colombiens (à travers d'autres associations, des réseaux, des conférences ou des expositions par exemple) puisqu'il s'agit finalement d'un même pays, bien qu'on puisse s'en étonner parfois...

Avril 2009

Rédaction Olivier LAGARDE - olivier_lagarde@hotmail.com

Mise en page Guillaume ORTIOU-CAMPION - guillaume.oc@gmail.com